

13.5 Union monétaire européenne

L'année 2015 a été marquée par une reprise de l'économie de la **zone euro**. La demande intérieure s'est substituée à la demande extérieure comme moteur de la croissance sous l'effet de la hausse de la confiance des consommateurs. L'économie de la zone euro a été notamment affectée par trois caractéristiques principales de l'environnement international en 2015 : une divergence croissante de l'activité économique entre économies de marché avancées et émergentes ; une faiblesse historique des évolutions du commerce mondial ; des tensions inflationnistes mondiales modérées en raison de la poursuite de la baisse des prix de l'énergie et de la persistance d'importantes capacités de production inutilisées.

La reprise progressive dans la zone euro, amorcée au deuxième trimestre 2013, s'est poursuivie sur l'ensemble de l'année 2015. La croissance annuelle moyenne s'établit à + 1,5 % en 2015, son taux le plus élevé depuis 2011. Le redressement progressif de la croissance reflète principalement la bonne tenue de la consommation privée dans les pays de la zone euro.

Au cours de 2015, le **taux de change effectif nominal** de l'euro a diminué. Ses variations ont continué de refléter pour une grande part les différences de situation conjoncturelle et d'orientation de la politique monétaire dans les principales économies. Mesuré par rapport aux 38 principaux parte-

naires commerciaux de la zone, il a reculé de plus de 3 % en rythme annuel. En termes bilatéraux, l'euro s'est nettement déprécié contre le dollar des États-Unis (- 10 %).

En 2015, dans la zone euro, l'**inflation** totale, mesurée par l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)** a été très faible ou même négative (au début 2015 et à l'automne), dans un contexte de faiblesse persistante des cours des matières premières. En moyenne en 2015, l'inflation est nulle, contre + 0,4 % en 2014 et + 1,4 % en 2013. L'inflation sous-jacente, mesurée par l'IPCH hors énergie et produits alimentaires, s'est un peu redressée par rapport à son point bas historique de + 0,6 % enregistré début 2015. Elle s'établit à + 0,8 % en moyenne annuelle.

En 2015, la dynamique financière de la zone euro a été déterminée dans une large mesure par les décisions de politique monétaire de la BCE, et notamment par le programme d'achats d'actifs. Les taux du marché monétaire, les rendements des emprunts publics et le coût du financement externe pour les sociétés non financières ont tous poursuivi leur baisse pour s'établir à de nouveaux points bas historiques. Les évolutions des écarts de rendement des emprunts publics au sein de la zone euro ont été relativement modérées en rythme annuel, mais font apparaître une certaine hétérogénéité entre les pays. ■

Définitions

Zone euro : zone monétaire qui regroupe les pays de l'Union européenne qui ont adopté l'euro comme monnaie unique. Les dix-neuf États membres constituant la zone euro en 2015 sont l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, Chypre, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, le Portugal, la Slovaquie et la Slovénie. La zone a été créée en 1999 par onze pays, rejoints par la Grèce en 2001, la Slovénie en 2007, Chypre et Malte en 2008, la Slovaquie en 2009, l'Estonie en 2011, la Lettonie en 2014 et la Lituanie en 2015.

Critères de convergence du Traité de Maastricht, déficit public notifié, dette publique notifiée, indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, parité de pouvoir d'achat (PPA), produit intérieur brut (PIB), taux de change, taux de change effectif nominal, taux d'intérêt : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Zone euro – Principaux indicateurs économiques et financiers », Banque de France, janvier 2017.
- « Déficit public de la zone euro et de l'UE28 respectivement de 2,1 % et 2,4 % du PIB », *communiqué de presse* n° 204, Eurostat, octobre 2016.
- « Rapport sur la convergence 2016 », Banque centrale européenne, juin 2016.
- « Rapport annuel 2015 », Banque centrale européenne, avril 2016.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Taux de change de l'euro contre devises

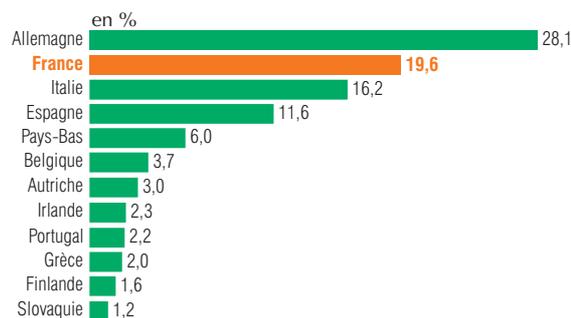
pour un euro

	2014	2015	2016
Dollar	1,2141	1,0887	1,0541
Yen	145,23	131,07	123,40
Livre sterling	0,7789	0,7340	0,8562
Franc suisse	1,2024	1,0835	1,0739
Couronne danoise	7,4453	7,4626	7,4344
Couronne suédoise	9,3930	9,1895	9,5525
Couronne tchèque	27,735	27,023	27,021
Forint hongrois	315,54	315,98	309,83
Leu roumain	4,4828	4,5240	4,5390
Lev bulgare	1,9558	1,9558	1,9558
Zloty polonais	4,2732	4,2639	4,4103

Note : en fin de période.

Source : Banque centrale européenne.

Part des principaux pays dans le PIB de la zone euro à 19 en 2015



Note : PIB calculés en parités de pouvoir d'achat.

Champ : Etats membres dont la part dans le PIB de la zone euro excède 1 %.

Sources : Banque centrale européenne ; Commission européenne ; Eurostat.

Situation des pays de l'Union européenne au regard des critères de convergence

	Solde des finances publiques ² en % du PIB			Dette publique ^{2,3} en % du PIB			Inflation ⁴ en %			Taux d'intérêt à long terme ⁵ en %		
	2013 (r)	2014 (r)	2015	2013 (r)	2014 (r)	2015	2013	2014	2015	2013	2014	2015
Allemagne	-0,2	0,3	0,7	77,5	74,9	71,2	1,6	0,8	0,1	1,57	1,16	0,50
Autriche	-1,4	-2,7	-1,0	81,3	84,4	85,5	2,1	1,5	0,8	2,01	1,49	0,75
Belgique	-3,0	-3,1	-2,5	105,4	106,5	105,8	1,2	0,5	0,6	2,41	1,71	0,84
Bulgarie	-0,4	-5,5	-1,7	17,0	27,0	26,0	0,4	-1,6	-1,1	3,47	3,35	2,49
Chypre	-4,9	-8,8	-1,1	102,2	107,1	107,5	0,4	-0,3	-1,5	6,50	6,00	4,54
Croatie	-5,3	-5,4	-3,3	82,2	86,6	86,7	2,3	0,2	-0,3	4,68	4,05	3,55
Danemark	-1,1	1,5	-1,7	44,7	44,8	40,4	0,5	(r) 0,4	0,2	1,75	1,32	0,69
Espagne	-7,0	-6,0	-5,1	95,4	100,4	99,8	1,5	-0,2	-0,6	4,56	2,72	1,73
Estonie	-0,2	0,7	0,1	10,2	10,7	10,1	3,2	0,5	0,1	nd	nd	nd
Finlande	-2,6	-3,2	-2,8	56,5	60,2	63,6	2,2	1,2	-0,2	1,86	1,45	0,72
France	-4,0	-4,0	-3,5	92,3	95,3	96,2	1,0	0,6	0,1	2,20	1,67	0,84
Grèce	-13,2	-3,6	-7,5	177,4	179,7	177,4	-0,9	-1,4	-1,1	10,05	6,93	9,67
Hongrie	-2,6	-2,1	-1,6	76,6	75,7	74,7	1,7	0,0	0,1	5,92	4,81	3,43
Irlande	-5,7	-3,7	-1,9	119,5	105,2	78,6	0,5	0,3	0,0	3,79	2,37	1,18
Italie	-2,7	-3,0	-2,6	129,0	131,9	132,3	(r) 1,2	0,2	0,1	4,32	2,89	1,71
Lettonie	-0,9	-1,6	-1,3	39,0	40,7	36,3	0,0	0,7	0,2	3,34	2,51	0,96
Lituanie	-2,6	-0,7	-0,2	38,7	40,5	42,7	1,2	0,2	-0,7	3,83	2,79	1,38
Luxembourg	1,0	1,5	1,6	23,5	22,7	22,1	1,7	0,7	0,1	1,85	1,34	0,37
Malte	-2,6	-2,1	-1,4	68,4	67,0	64,0	1,0	0,8	1,2	3,36	2,61	1,49
Pays-Bas	-2,4	-2,3	-1,9	67,7	67,9	65,1	2,6	0,3	0,2	1,96	1,45	0,69
Pologne	-4,1	-3,4	-2,6	55,7	50,2	51,1	0,8	0,1	-0,7	4,03	3,52	2,70
Portugal	-4,8	-7,2	-4,4	129,0	130,6	129,0	0,4	-0,2	0,5	6,29	3,75	2,42
Rép. tchèque	-1,2	-1,9	-0,6	44,9	42,2	40,3	1,4	0,4	0,3	2,11	1,58	0,58
Roumanie	-2,1	-0,8	-0,8	37,8	39,4	37,9	3,2	1,4	-0,4	5,41	4,49	3,47
Royaume-Uni	-5,7	-5,7	-4,3	86,2	88,1	89,1	2,6	1,5	0,0	2,03	2,14	1,79
Slovaquie	-2,7	-2,7	-2,7	54,7	53,6	52,5	1,5	-0,1	-0,3	3,19	2,07	0,89
Slovénie	-15,0	-5,0	-2,7	71,0	80,9	83,1	1,9	0,4	-0,8	5,81	3,27	1,71
Suède	-1,4	-1,6	0,2	40,4	45,2	43,9	0,4	0,2	0,7	2,12	1,72	0,72
Valeur de référence¹	-3,0	-3,0	-3,0	60,0	60,0	60,0	1,7	...	0,7	6,20	...	4,00

1. Pour l'inflation et les taux d'intérêt, les valeurs de référence sont issues des rapports sur la convergence de la Banque centrale européenne ; pour 2013 la période est mai 2013 à avril 2014 ; pour 2015 la période est mai 2015 à avril 2016. 2. Chiffres notifiés à la Commission européenne et vérifiés par Eurostat. 3. Dette brute des administrations publiques au sens de Maastricht. 4. Indice des prix à la consommation harmonisés (IPCH), en moyenne annuelle. 5. En moyenne annuelle.

Sources : Banque centrale européenne ; Commission européenne ; Eurostat.

Comparaison de la zone euro à 19 aux États-Unis et au Japon en 2015

	Zone euro	États-Unis ⁴	Japon ⁵		Zone euro	États-Unis ⁴	Japon ⁵
Population (en millions)	339,0	318,8	126,8	Dette publique (en % du PIB)	90,4	125,6	246,6
Taux de chômage (en %) ¹	10,9	5,3	3,4	Évolution des prix à la consommation (en %) ¹	0,0	0,1	0,8
PIB (en milliards d'euros)	10 456,2	13 111,8	3 717,9	Évolution de la production industrielle (en %) ³	2,0	0,8	-1,2
PIB par habitant (en euros PPA) ²	30 630	42 730	28 450	Évolution des ventes au détail en volume (en %) ¹	1,3	1,4	-1,2
Croissance en volume du PIB (en %) ¹	1,9	2,6	1,2	Solde des transactions courantes (en % du PIB)	3,5	-2,6	3,1
Déficit public (en % du PIB)	-2,1	-4,2	-6,2	Taux d'intérêt à long terme ¹	1,22	2,14	0,35

1. En moyenne annuelle. 2. PPA : parité de pouvoir d'achat. 3. Hors bâtiment, en moyenne annuelle. 4. Données 2014 pour la population et le PIB.

5. Donnée 2014 pour le déficit public.

Sources : Banque centrale européenne ; Commission européenne ; Eurostat ; OCDE.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France). Le terme République française concerne la France et les collectivités d'outre-mer.

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page

Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Après trois ans de ralentissement, la variation de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** devient nulle en moyenne annuelle entre 2014 et 2015, pour la première fois depuis soixante ans. Cette relative inertie masque des évolutions contraires avec, d'une part des baisses marquées comme les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés, et d'autre part des hausses de prix notamment dans les services et un renchérissement des produits alimentaires. De même, les tendances ont évolué en cours d'année : orienté à la baisse en début d'année (-0,4 % en janvier), le taux d'**inflation** mesuré par la variation sur un an en fin d'année de l'IPC se redresse pour s'établir à +0,2 % fin 2015. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France et dans l'ensemble de la zone euro. L'indicateur d'**inflation sous-jacente** qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales) augmente davantage en cours d'année, quant à lui, pour s'établir à +0,9 % fin 2015.

Engagée à partir du 2nd semestre 2014, la chute des produits pétroliers se poursuit en 2015. Comme en 2014, cette baisse est plus marquée pour les combustibles liquides (-17,6 % sur un an, fin 2015) que pour les carburants (-9,3 % pour le gazole, -6,7 % pour l'essence fin 2015), du fait des écarts de taxation sur ces produits. De même, les prix du gaz se contractent en 2015

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « En décembre 2015, le prix du pétrole chute à nouveau », *Informations rapides* n° 12, Insee, janvier 2016.
- « Indice des prix à la consommation – moyennes annuelles 2014 et 2015 », *Informations rapides* n° 6, Insee, janvier 2016.
- « Décembre 2015 – Le taux d'inflation annuel de la zone euro en hausse à 0,2 % », *Communiqué de presse* n° 12, Eurostat, janvier 2016.
- Indices et séries statistiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

114

TEF, édition 2017 - Insee Références

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

(-7,2 % fin 2015). *A contrario* ceux de l'électricité poursuivent leur hausse (+4,2 %).

En 2015, la baisse des prix des produits manufacturés se prolonge avec toutefois des évolutions assez différentes selon les produits. Ainsi, les reculs des prix des médicaments et des produits pharmaceutiques s'accroissent (-3,9 % fin 2015, après -2,9 % fin 2014), en raison des mesures de maîtrise des dépenses de santé. En outre, les prix des articles d'habillement et des chaussures se replient légèrement (-0,2 % fin 2015, contre +0,3 % fin 2014).

Même s'ils ont ralenti, les prix des services restent relativement dynamiques en 2015 (+1,2 % en moyenne, après +1,7 % en 2014, année au cours de laquelle ils avaient été tirés à la hausse par les relèvements de taux de TVA). En 2015, les loyers, pour la plupart indicés sur les évolutions de l'inflation, augmentent modérément. De plus, les prix des services de transport sont globalement en baisse. En revanche, les prix des services postaux accélèrent nettement en moyenne (+8,9 %, après +4,1 % en 2014) tandis que ceux des télécommunications se redressent (+0,6 %, après -0,1 %).

En 2015, les prix de l'alimentation augmentent en moyenne de 0,4 % (après un recul de 0,8 % en 2014) du fait du rebond des prix des produits frais (+5,3 % en moyenne en 2015, après -4,1 % l'année précédente). Hors produits frais, les prix de l'alimentation diminuent de 0,2 % en moyenne en 2015. ■

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2015

en %

Unité

Fonction de consommation	Évolution 15/14			Fonction de consommation	Évolution 15/14		
	Pondération ¹ 2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²		Pondération ¹ 2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,0	0,2	Transport	1 504	-1,5	-1,1
Ensemble (hors tabac)	9 801	0,0	0,0	Achats de véhicules	335	0,8	1,9
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 495	0,4	0,5	Utilisation de véhicules personnels	890	-3,0	-2,2
Produits alimentaires	1 360	0,5	0,6	Services de transport	279	0,9	-1,1
Boissons non alcoolisées	135	-0,5	-0,6	Communications	257	0,4	1,0
Boissons alcoolisées et tabac	367	0,6	0,6	Services postaux	18	8,9	8,8
Boissons alcoolisées	168	0,9	1,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	19	-11,3	-8,8
Tabac	199	0,3	0,3	Services de téléphonie et de télécopie	220	0,6	1,2
Habillement et chaussures	451	-0,9	-0,2	Loisirs et culture	792	0,2	0,9
Habillement	350	-1,2	-0,3	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	136	-4,3	-1,7
Chaussures y c. réparation	101	0,3	0,0	Autres biens durables (loisirs)	33	0,7	1,4
Logement, chauffage, éclairage	1 441	0,4	-0,2	Autres articles et equip. de loisirs	209	-0,1	0,7
Chauffage, éclairage	498	-0,6	-2,0	Services récréatifs et culturels	245	1,7	1,1
Meubles, équip. ménager, entretien maison	579	0,0	0,5	Presse, livres et papeterie	141	2,1	2,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	159	0,1	0,4	Voyages touristiques tout compris	28	1,2	5,4
Articles de ménage en textile	42	0,7	1,7	Éducation	23	1,5	1,2
Appareils ménagers	86	-1,5	-0,6	Hôtellerie, cafés, restaurants	797	1,4	1,6
Verre, vaisselle, ustensiles de ménage	63	0,2	1,4	Restauration et cafés	613	1,3	1,3
Outillage pour la maison et le jardin	56	0,6	0,2	Services d'hébergement	184	1,7	2,9
Entretien courant de l'habitation	173	0,1	0,6	Autres biens et services	1 286	1,2	1,2
Santé	1 008	-1,2	-1,4	Soins personnels	290	-0,2	0,1
Médicaments et produits pharmaceutiques	441	-3,4	-3,9	Effets personnels (non définis ailleurs)	115	0,8	1,0
Médecine non hospitalière	567	0,5	0,5	Protection sociale	434	1,6	1,4
				Assurances	250	2,6	2,9
				Services financiers	67	0,7	0,7
				Autres services	130	1,0	0,7

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
2. Évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Note : base 100 en 2015.
Champ : ensemble des ménages.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

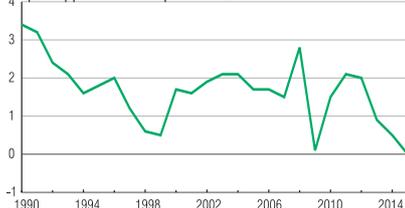
Hausses	15/14	Baisses	15/14
Pommes de terre	+ 9,4	Combustibles liquides	-17,6
Services postaux	+ 8,8	Gazole	-9,3
Fruits de mer surgelés	+ 7,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	-8,8
Poissons frais	+ 7,0	Sucre	-8,1
Fruits secs et fruits à coque	+ 5,8	Appareils photo et caméras	-7,3
Transport maritime de passagers	+ 5,5	Gaz	-7,2
Centres de vac., camping, auberges de jeunesse et héberg. similaires	+ 5,4	Transport combiné de passagers	-6,9
Forfaits touristiques	+ 5,4	Essence	-6,7
Fruits frais	+ 5,4	Produits pharmaceutiques	-4,9
Journaux et publications périodiques	+ 4,7	Transport aérien de passagers	-4,0

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2015

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. Cet indice est la moyenne arithmétique des douze indices mensuels.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

	15/14	15/14	
Allemagne	0,2	Lettonie	0,4
Autriche	1,1	Lituanie	-0,2
Belgique	1,5	Luxembourg	0,9
Chypre	-0,6	Malte	1,3
Espagne	-0,1	Pays-Bas	0,5
Estonie	-0,2	Portugal	0,3
Finlande	-0,2	Slovaquie	-0,5
France	0,3	Slovénie	-0,6
Grèce	0,4	Zone euro	0,2
Irlande	0,2	UE	0,2
Italie	0,1		

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Source : Eurostat.

Des données de cadrage européennes ou mondiales